

**L'INTERVENTION OCCIDENTALE AU MALI : UNE GUERRE CONTRE LE TERRORISME ?**

**Orateur :**

Raf CUSTERS, Journaliste, chercheur au GRESEA<sup>1</sup>, spécialiste de l'industrie extractive et du commerce des matières premières ; auteur du livre « Grondstoffenjaggers » (« les chasseurs de matières premières »).

**Synopsis :**

La semaine dernière, la Belgique a annoncé sa collaboration à l'intervention française au Mali. Celle-ci est très largement présentée comme une nouvelle « guerre contre le terrorisme », bénéficiant ainsi d'un large soutien mais rappelant en même temps les désastres engendrés par les guerres contre le terrorisme jusqu'à présent (Afghanistan, Irak, etc.). D'autres raisons expliquent pourtant cette nouvelle guerre de l'Occident. Parmi celles-ci, la richesse du sol malien et de la région du Sahel : pétrole, gaz, uranium, or, etc. Une région qui regorge donc de ressources stratégiques, expliquant l'appétit mondial et la déstabilisation qui en découle.

**Compte-rendu de la rencontre :**

**A. Intervention de Raf Custers**

Pour Raf Custer, l'intervention au Mali est certes une guerre contre le terrorisme, mais ce n'est pas que ça. L'intervenant commence par remémorer le prix décerné en 1987 au film Sarraounia, de Med Hondo<sup>2</sup> au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, au grand dam de la France, qui via son ambassade au Burkina, essaya de faire interdire le film. Il faut dire que ce dernier évoque la vie de la Reine Sarraounia qui a lutté avec une vigueur incroyable contre une colonne militaire du Soudan français. Cette anecdote est révélatrice des relations franco-maliennes.

On ne peut nier que l'intervention française vise à lutter contre une force politique extrémiste, synonyme d'obscurantisme et d'oppression, c.à.d. les djihadistes islamistes. A ne pas confondre avec le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), une organisation de Touareg dont les objectifs sont l'autodétermination et l'indépendance du territoire de l'Azawad au Nord du Mali.

En réalité, parler de guerre contre le terrorisme, c'est se partir d'un label légitime, agréé par l'opinion publique, tout en ne constituant qu'un aspect des véritables raisons. Raf Custer nous parle de la situation en quatre points :

1. La question de l'importance de l'approvisionnement en minerais pour la France ;
2. L'existence de bassins transfrontaliers de matières premières qui sont la raison d'une présence militaires occidentales pérennes dans la région ;

<sup>1</sup> Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative.

<sup>2</sup> Réalisateur français né en Mauritanie.

3. Le modèle d'exploitation dominant aujourd'hui, c'est la constitution d'enclave, avec des caractéristiques particulières, un modèle néocolonial (avant, du temps des colonies c'était les comptoirs commerciaux) ;
4. Pas d'intervention, mais quelle alternative ?

### 1. La question de l'importance de l'approvisionnement en minerais pour la France

Publié fin 2007, « le livre blanc de la Défense » reprend des interventions de la présidente d'Areva à l'époque, Anne Lauvergeon, qui sont assez préoccupantes<sup>3</sup>. Areva est en effet une société productrice d'uranium présente au Niger. On constate donc que la France se met à penser non plus seulement en termes d'approvisionnement énergétique, mais également d'approvisionnement en minerais.

Or au Mali, plus particulièrement dans la région du Sahel, l'exploitation aurifère est devenue numéro 1, depuis que les institutions de Bretton Wood ont imposé au Mali de s'ouvrir aux investisseurs étrangers. En conséquence de quoi, l'exploitation des mines d'or se fait à une échelle industrielle (contrairement à l'exploitation artisanale qu'en faisaient les Maliens auparavant et qui donnait du travail à 250.000 d'entre eux), un fait accentué par le cadeau fiscal dont bénéficient les exploitants (exonération fiscale les 5 premières années).

Un cadeau empoisonné pour l'Etat malien qui ne connaît même pas la quantité d'or tirée de ses terres. Les quotas ne sont absolument pas respectés et les mines seront laissées éventrées, vides, d'ici peu de temps, laissant les investisseurs étrangers chercher d'autres lieux, d'autres ressources à exploiter.

### 2. La raison d'une présence militaires occidentales pérennes dans la région : l'existence de bassins transfrontaliers de matières premières

Le pétrole et le gaz sont des énergies fossiles que l'on trouve de la Mauritanie au Nord du Mali. L'eau, bien qu'étant une ressource dont on parle peu, se trouve en quantité énorme dans une nappe phréatique près de Niamey, au Niger. Il y a là aussi une possibilité d'exploitation commerciale (pensons au projet allemand *desertec*<sup>4</sup>).

Ces éléments expliquent la forte présence d'investisseurs étrangers au Mali et dans les pays voisins. Ces investisseurs ne cachent pas leurs objectifs :

- Maintenir un contrôle sur l'approvisionnement en ressources naturelles ;

---

<sup>3</sup> Extrait choisi : *Je pense que nous sommes un groupe concerné au premier plan par les questions de défense et de sécurité nationale. Nous avons un certain nombre de sites dans le monde, et plus particulièrement en France. Ils sont à caractère sensible. Nous parlions tout à l'heure de sécurité, et il s'agit bien entendu d'une de nos préoccupations essentielles.* Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/084000342/0000.pdf>

<sup>4</sup> **Desertec** est le nom d'un concept éco-énergétique de grande envergure qui prévoit l'exploitation du potentiel énergétique des déserts afin d'approvisionner durablement toutes les régions du monde en électricité. Une des techniques envisagées est celle des [centrales solaires thermodynamiques](#) à concentrateurs, c'est-à-dire utilisant des miroirs paraboliques pour produire de la vapeur d'eau à très haute température et sous forte pression, qui fait tourner une [turbine](#) et un alternateur produisant de l'électricité. Source : Wikipedia

- S'établir dans ces régions pour une longue période, ce qui indique pourquoi il y a une telle présence militaire occidentale dans la région.

### **3. Le modèle d'exploitation dominant aujourd'hui : la constitution d'enclaves, un modèle néocolonial (avant, du temps des colonies c'était les comptoirs commerciaux)**

Il s'agit de concessions privées dont les habitants sont le plus souvent chassés. L'exploitation se fait à destination de l'étranger (exportation) et les travailleurs sont peu souvent issus des populations locales, ce sont au contraire des expatriés. Il n'y a donc pas de véritables retombées positives pour la région. Les interventions militaires se situent toujours autour de ces enclaves, les populations qui vivent hors de ces endroits sont tenues de se débrouiller par elles-mêmes.

### **4. Pas d'intervention, mais quelle alternative ?**

En faisant la somme des éléments précités, notre interlocuteur se pose résolument contre l'intervention au Mali. Il ajoute même que la stratégie des occidentaux (français et américains), à long terme, c'est d'aller au Nigeria. Ce qu'ils pourraient facilement « excuser » sous prétexte de la présence d'islamistes extrémistes dans le pays.

L'alternative possible à une intervention militaire ? Pour Raf Custers, il faut un Samori<sup>5</sup> contemporain. Il faudrait enfin, un rapport juste entre les parties au commerce et à l'exploitation des matières premières. Mais c'est un véritable de choix de société qui doit être opéré, pour un monde plus équitable.

## **B. Echanges**

- ➔ Quelqu'un soulève la question de l'alternative en soulignant, selon lui, le manque de conscience sociale et nationale dont « souffriraient » les populations locales. Si les multinationales font la loi, poursuit-il, c'est parce qu'il y a des décideurs corrompus.

Cette intervention est totalement contredite par Raf Custers qui soutient qu'il y a bel et bien des alternatives qui se développent en Afrique. Il suffit de lire le document de l'Union africaine intitulé « stratégie pour le secteur minier ». Ce n'est pas la volonté qui manque, l'idée d'utiliser les minerais africains pour un nouveau développement industriel date des années '60 et a été arrêtée par les politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI. En Afrique du Sud, il y a eu une consultation de la société civile quant à l'exploitation des matières premières.

Au Mali, n'oublions pas que c'est la France qui a mit un dictateur au pouvoir, ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'elle entrave ainsi l'autonomie réelle du pays.

N'a-t-on pas tristement fêté le 205<sup>ème</sup> leader africain assassiné récemment ?

Amadou Toumani Touré (ancien président) démantela la force militaire malienne, une décision prônée par ses conseillers français !

---

<sup>5</sup> L'Almamy Samory Touré (ou *Samori Touré*), né vers 1830 à Miniambaladougou, dans l'actuelle Guinée, décédé le 2 juin 1900 au Gabon, fut le fondateur de l'empire Wassoulou et résista à la pénétration et à la colonisation française en Afrique de l'Ouest.

Le coup d'état de mars 2012, juste avant les élections d'avril, fait suite aux fraudes massives dont furent entachées les élections précédentes.

Il y a indéniablement une mobilisation de gauche forte mais ces gens, souvent une fois élus, sont assassinés. Les mouvements sociaux sont sévèrement réprimés (cf. situation des paysans du Delta du Niger qui avaient osé se mettre en grève et dont beaucoup furent emprisonnés). Le rapport de force est inégal. Et cette inégalité est nourrie par les P.A.S. mise en place par le FMI et la BM.

Pour revenir à la question de l'exploitation aurifère au Mali, une exploitation artisanale serait largement suffisante, mais les spéculations sur les matières premières faussent les données.

- ➔ Vu de France, ajoute une personne française dans le public, il y a une manipulation de l'opinion publique incroyable. On ne parle que d'intervention humanitaire, on voit des maliens à la télé qui remercient la France d'être enfin intervenue, on positive la moindre « victoire » française sur le terrain. Mais on ne parle pas, peu ou prou, des raisons liées aux RN.
- ➔ Certains s'allient à l'intervention française sous prétexte que les exploitations présentes sur place sont de toute façon déjà propriété d'entreprises occidentales, et que donc, il faut se débarrasser des islamistes avant de penser à combattre l'impérialisme occidental. Un message qui a été relayé par des intellectuels tels que Samir Amin<sup>6</sup>.
- ➔ Les technologies actuelles sont fortement dépendantes des « terres rares », dont une grande partie des réserves mondiales se trouvent en Chine, pays qui en détient pour le moment le monopole d'exploitation<sup>7</sup>. Pourquoi ne pas se pencher davantage sur la valorisation des déchets (batterie de gsm etc.) pour récupérer ces métaux précieux ? (la question reste ouverte).
- ➔ Il faut également se poser la question : qui financent les islamistes ? Pourquoi les Français les combattent-ils au Mali et en Afghanistan mais les soutiennent-ils en Lybie et en Syrie ? Il suffit de se pencher sur le passé (Irak, Afghanistan...) pour voir que les pays où il y a eu intervention, sont encore dans des situations très difficiles. Il vaudrait mieux pour les Maliens de combattre eux-mêmes ce radicalisme plutôt de confier cette mission à une armée étrangère.

---

<sup>6</sup> Pour lire la position de S. Amin sur l'intervention française : <http://www.m-pep.org/spip.php?article3184>.

<sup>7</sup> Lire à ce sujet l'analyse du GRIP : *Terres rares : ombres chinoise sur notre « économie verte »*, par Luc Mampeye. <http://www.m-pep.org/spip.php?article3184>